

LE JOUR, 1953
27 MARS 1953

UN NOUVEAU STATUT MONETAIRE EN SYRIE

On annonce que la Syrie va promulguer un statut monétaire nouveau. Il s'agirait d'un texte massif que l'on mûrit depuis assez longtemps à Damas. Dans son rapport récent, le Dr Schacht a donné son approbation et son appui de principe à ce projet de « loi fondamentale de la monnaie ».

Le Dr Schacht y a relevé « la sévérité des dispositions » qui impliquent un contrôle fort étroit. C'est le statut d'une économie dirigée et où le dirigisme est poussé loin.

Le Dr Schacht fait à ce propos deux observations capitales. D'abord celle-ci : « Tant que la détention de la monnaie par les individus augmente, il incombe à l'Etat d'apporter une attention plus grande au raffermissement de la confiance du peuple en la stabilité de la valeur de la monnaie ».

Et cette autre : « Le projet de la loi fondamentale de la monnaie qui m'a été soumis s'éloigne d'une façon générale de tous les principes et concepts monétaires mécaniques et rejette de ce fait toutes les responsabilités sur la direction de la banque d'émission ».

Cela veut dire que le Pouvoir exécutif reste maître de la monnaie et de son destin et que, pour l'application favorable de tout le système, une part énorme est faite au « sens des responsabilités », à la prudence, à la mesure, au tact de ceux qui gouverneront l'Etat et la Banque.

Nous ignorons si le nouveau statut monétaire syrien sera immédiatement appliqué. Nous croyons plutôt que, dans une large mesure, il revêtira la forme d'une décision théorique pour un temps. Il est logique de supposer cela.

Si un tel statut convient ou non à la Syrie, on ne peut pas le dire encore ; c'est le temps qui le dira. D'après le peu qu'on en sait, on peut tenir pour probable qu'il est trop compliqué et trop vulnérable pour un pays du Proche-Orient.

Les problèmes monétaires en Orient sont psychologiques au moins autant que techniques. Il est tout à fait important de mettre l'accent sur cela. L'ACTE DE FOI DANS LA MONNAIE, POUR ETRE DURABLE, DOIT S'APPUYER SUR UN DOGME BEAUCOUP PLUS QUE SUR LE LIBRE EXAMEN. Ces termes qui s'apparentent à la théologie ont ici une valeur humaine et immédiate.

Pour qu'une monnaie, dans nos climats, réponde à ce qu'on attend d'elle, il faut que, dans une mesure suffisante, elle échappe à la tentation et à la facilité. Ce sont là des données élémentaires.

Le Dr Schacht, malgré son approbation « entière » du projet de statut monétaire syrien, laisse voir des réserves et des recommandations pressantes dans le filigrane. C'est l'illustre financier qui dit encore :

« Le projet en question peut être idéal si sa mise en application est exécutée avec le sens des responsabilités. Et cet aspect est le point crucial par rapport aux règlements de n'importe quelle banque d'émission moderne ».

« C'est pourquoi il incombe d'attirer l'attention sur les dangers qui peuvent menacer l'exercice de ces responsabilités et sur les garanties susceptibles de parer à ces dangers ».

« Le plus important de ces dangers est la tendance abusive de l'Etat à demander des avances à la Banque d'émission ».

C'est le Dr Schacht qui s'exprime ainsi.

Quelle que soit la forme que le nouveau statut syrien revêtira, ce que nous en savons, par le témoignage du Dr Schacht notamment, suffit pour faire préférer le statut monétaire libanais. Nous reconnaissons volontiers que les conditions de structure en Syrie et au Liban ne sont pas les mêmes. Cela, tout le montre. Une monnaie dirigée est complémentaire d'une économie dirigée. Tout dépend de l'orientation générale d'un pays et si c'est la liberté ou si ce sont les contrôles qui sont la règle dominante.

Mais nous pensons que le système libanais dans sa rigidité relative vaut mieux que le statut monétaire forcément élastique que la Syrie paraît se donner.

En cette matière, comme en toute autre, nous souhaiterons à nos voisins bonne chance. Puisse leur expérience monétaire réussir. De notre législation à nous, nous rappellerons tranquillement qu'elle a fait ses preuves et que les Libanais envieux, sur ce terrain, par tant de nations, n'ont rien à souhaiter d'autre.

Tout ce que nous demandons ici, c'est que les pouvoirs publics ne fassent pas fuir, par des défaillances psychologiques, administratives et politiques, et qu'il vienne d'Orient ou d'Occident, le capital étranger, que la qualité de notre monnaie attire.